



## NIGER



### Formation des membres de la CDS et de la CAGI sur le genre et la sécurité

Du 31 mai au 1 juin à Niamey, le DCAF a organisé un atelier de renforcement des capacités de la Commission Défense et Sécurité (CDS) et de la Commission Affaires Générales et Institutionnelles (CAGI) de l'Assemblée nationale. L'activité a réuni un total de 53 participants dont 22 femmes et participe à la mise en œuvre du plan d'action quinquennal de l'Assemblée nationale qui cherche à assurer le plein respect des principes de bonne gouvernance dont la prise en compte du genre. Les témoignages et expériences partagés par le personnel féminin des forces de défense et de sécurité (FDS) lors du panel sur la place de la femme dans les institutions de sécurité a beaucoup suscité l'intérêt des parlementaires. La présidente du réseau parlementaire genre de l'Assemblée nationale s'est ainsi engagée à mettre en place, avec l'appui du DCAF, un cadre d'échange entre tous les parlementaires et le personnel féminin des FDS à fin d'approfondir la discussion sur leur situation dans le secteur de la sécurité. Après cette formation, le DCAF continuera son appui à la CDS en participant à une analyse et un suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action Femmes, Paix et Sécurité du Niger.



### Présentation du guide d'auto-évaluation sur la gouvernance de l'usage de la force

Du 12 au 15 juin à Niamey, le DCAF a organisé une formation sur la planification stratégique et la maîtrise des risques au profit de la direction de la sécurité publique (DSP) et de la direction régionale de la police nationale (DGPN). Lors de cette formation qui comptait un total de 32 participants, dont quatre femmes, le module couvrant la gouvernance de l'usage de la force ainsi que le guide d'auto-évaluation qui y est associé ont été présentés. La formation a approfondi les connaissances des participants sur les trois piliers de la gouvernance de l'usage de la force par la police et a permis une réflexion sur la pertinence du guide d'autoévaluation pour le contexte nigérien. La présentation a mis en évidence l'importance d'adapter les outils aux défis de sécurité et aux spécificités culturelles ainsi que l'importance de disposer d'outils et de mécanismes permettant de collecter les informations nécessaires pour renforcer les systèmes de responsabilité internes et externes.



### **Mission de cadrage pour le développement d'un plan d'appui à la société civile nigérienne sur la GSS et les droits humains**

Du 20 au 28 juin, le DCAF a conduit une mission de cadrage visant à identifier les organisations de la société civile (OSC) ayant des compétences notables en matière de gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et de droits humains. Dans le cadre de ce processus, le DCAF a rencontré 16 organisations basées à Niamey et présentes dans les autres régions du Niger. Ce processus prépare le terrain pour la formation d'un groupe de travail, chargé de développer des méthodologies pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données précises et d'élaborer un plan de soutien aux OSC sur la GSS et les violations des droits de l'homme. Cette approche stratégique constitue les fondements d'un plan de soutien global pour la création d'outils fiables de surveillance de la GSS et des droits humains par la société civile. Le rapport de la mission de cadrage sera présenté aux organisations rencontrées en juillet.

## **MALI**



### **Atelier de validation du plan genre de la Gendarmerie nationale**

En partenariat avec la gendarmerie nationale, le DCAF a organisé un atelier de validation du plan d'action genre de la gendarmerie du 5 au 9 juin à Bamako. Une vingtaine de membres de la gendarmerie nationale dont 10 femmes ont participé à l'atelier qui a également bénéficié de la présence de la conseillère genre du ministère de la Défense et des Anciens Combattants et de l'inspecteur en chef de la gendarmerie. Les participants ont revu et amendé les différentes parties du plan d'action comprenant notamment le contexte, les activités, les mécanismes de suivi de la réalisation du plan, les partenaires cibles et les objectifs. La relecture s'est effectuée à travers des revues documentaires et des travaux de groupes et vise à garantir un soutien maximum des acteurs qui seront impliqués dans la mise en œuvre du plan d'action. A la fin de l'atelier, la version finale a été soumise aux différents acteurs pour leurs dernières observations.



### **Formation des commandants d'unités à la gestion de la sécurité en période électorale**

Pour renforcer les capacités des forces de l'ordre en matière de collaboration et de coopération avec toutes les parties prenantes dans le cadre de la gestion de la sécurité en période électorale, le DCAF a appuyé la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) à travers l'organisation d'un séminaire de formation au profit des Commandants d'unités de la police du district de Bamako dans leurs futures responsabilités. Tenue à Bamako du 5 au 16 juin, la formation de 11 jours a permis à chacun des 19 chefs d'unités, dont une femme, d'être mieux préparés sur les mesures préventives durant les situations à risques et les mécanismes de communication adaptés afin de garantir à la population un service de sécurité efficace et responsable avant, pendant et après une élection.



### **Atelier de formation sur le suivi et la documentation des enquêtes sur les droits humains au profit de la CNDH**

A l'issue de l'atelier de formation des commissaires, relais et représentants régionaux de la commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) sur les techniques d'enquête tenu à Bamako du 3 au 4 avril, les participants avaient souligné un besoin de formation renforcée sur les techniques de documentation et de suivi des enquêtes sur des violations de droits humains. En réponse à ce besoin exprimé, le DCAF a organisé un atelier de renforcement des capacités à destination des commissaires, du personnel technique et des organisations de la société civile partenaires de la CNDH afin de renforcer la qualité et le nombre des enquêtes concernant les violations des droits humains. Un total de 22 participants dont sept femmes a été outillé pour planifier et mener des enquêtes de qualité en assurant une documentation et une analyse approfondie des cas de violations et abus des droits humains, le tout en respectant les normes et principes fondamentaux d'une enquête sur les droits humains. La formation visait également à améliorer la qualité des rapports d'enquête et de la collecte des preuves afin de renforcer la prise en compte des résultats par les autorités administratives et judiciaires. Les participants ont développé un nouvel outil et des propositions permettant une meilleure protection des données personnelles des témoins et des victimes.



### **Atelier de formation des acteurs des médias sur l'utilisation du guide du reportage sur le secteur de la sécurité**

Du 6 au 8 juin à Koudougou, le DCAF a organisé une formation au reportage sur le secteur de la sécurité, la deuxième du genre, réunissant 30 acteurs des médias dont sept femmes dans le but de les outiller sur le traitement de l'information sur le secteur de la sécurité. Composés de journalistes, de blogueurs professionnels et d'autres acteurs du monde des médias, les participants se sont approprié les principes de reportage et de protection des sources. Ils ont également échangé sur les défis de l'exercice du journalisme et la responsabilité sociale du journaliste dans un contexte d'insécurité. A l'issue de la formation, ils ont recommandé l'élargissement de ce cadre de discussions à d'autres acteurs impliqués dans le secteur de la sécurité notamment les Forces de défense et de sécurité et les autorités politiques et judiciaires. Ce volet du programme entre dans le cadre de l'appui apporté par DCAF au renforcement de la confiance entre les forces de défense et de sécurité et les populations dans laquelle les médias jouent un rôle essentiel.



### **Atelier de pré-validation du manuel sur les VBG au profit des écoles et centres de formation des forces de défense et de sécurité (FDS)**

Finalisé au début du mois de mai (8-12 mai), le manuel sur les Violences basées sur le genre (VBG) destiné aux écoles de formation des FDS a été examiné, amendé et pré-validé le 9 juin par les différents corps des FDS et les associations et structures œuvrant pour la prise en compte du genre. Les 25 participants dont huit femmes ont révisé la forme du document, mais surtout son contenu, afin d'inclure les derniers amendements requis par les responsables des écoles de formation des forces de défense et de sécurité. Le manuel introduit tous les types de VBG avec des exercices et des illustrations à l'appui, puis se focalise sur le rôle et les missions spécifiques des FDS pour prévenir les violences et prendre en charge les victimes de VBG. Au cours des prochains mois, le manuel sera disséminé dans les écoles de formation des FDS qui se l'approprieront afin d'adapter son utilisation à leurs besoins spécifiques.

## **Découvrez notre rapport annuel 2022**

En 2022, le DCAF a participé à améliorer la sécurité des personnes et des Etats partout dans le monde. [Cliquez ici pour découvrir comment en lisant notre rapport annuel 2022.](#)



Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à `{{contact.EMAIL}}`  
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)